

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

19<sup>ème</sup> année - N° 3424 - Mercredi 03 Juillet 2019 - Prix : 200 Fc

AFFAIRE CIVILISÉ

## Une tentative d'évasion avortée



Abdou Ismael substitut du procureur



Me Moudjahid

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**Restitution des travaux de la conférence  
de Nairobi sur l'économie bleue**

LIRE PAGE 3

**Prières aux heures officielles  
Du 1er au 05 Juillet 2019**

Lever du soleil:  
06h 28mn  
Coucher du soleil:  
17h 54mn  
Fadjr : 05h 16mn  
Dhouhr : 12h 15mn  
Ansr : 15h 09mn  
Maghrib: 17h 57mn  
Incha: 19h 11mn



Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

## AFFAIRE DU MEURTRE DE HALIMA BARWANE

## Mouwo Wa Mboi déféré une deuxième fois devant le juge

**Inculpé « d'assassinat » présumé, Chamssoudine M'madi Saïd se trouve en détention depuis le 17 juin dernier. Hier mardi, il était déféré une deuxième fois devant le juge et son avocat dit faire confiance à la justice.**

**C**hamssoudine M'madi Saïd, alias Mouwo Wa Mboi, auteur présumé d'homicide perpétré sur son épouse, Halima Barwane, décédée le mois de juin

dernier, était devant le juge d'instruction hier au palais de justice de Moroni. Après avoir passé plusieurs heures, son avocat reste serein et confiant que la justice va faire son

travail. « Je demande à la population notamment de Ngazidja plus particulièrement du village de Helendjé d'être calme et patiente », sollicite Me Saïd Issa, avocat de présumé coupable qui précise que son client bénéficie pour l'instant d'une présomption d'innocence.

Placé en garde à vue depuis mi-juin dernier pour acte d'assassinat

de son épouse, une mère de famille de quatre enfants, Mouwo Wa Mboi, comme il est connu chez lui, Helendjé, est toujours placé en mandat de dépôt. « Certes, il est accusé d'avoir commis cet acte mais n'oublions pas que nous sommes la, comme tous les avocats, pour défendre les droits humains », ajoute l'avocat du présumé coupable qui

présente ses condoléances les plus sincères à la famille de la victime et à la région de Mboudé. En tout cas, « il faut savoir que le présumé coupable a ses droits comme tout justiciable. Je vous jure que s'il a commis ou non cet acte, on saura la vérité », précise-t-il à la sortie de cette audience.

Ibnou M. Abdou

*Suite à la série d'ateliers de consultation des acteurs des îles respectivement des acteurs de l'Union des Comores, un atelier national de validation technique s'est tenu hier, organisée conjointement par le Gouvernement, la Banque Mondiale, la FAO et le FIDA à travers le Projet PREFER, dans le cadre du processus d'élaboration de son premier plan national d'investissement agricole.*

## AGRICULTURE

## Les acteurs du monde agricole se mobilisent pour les piliers stratégiques du PNIA



Les participants à l'atelier Pnia

L'atelier avait pour objectif d'assurer l'adoption effective par toutes les parties prenantes du secteur de l'agriculture en vue de la validation des orientations du Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIA). Rappelons que les ateliers insulaires ont été tenus la semaine passée et ont eu pour objectif d'assurer une participation effective de toutes les parties prenantes du secteur de l'Agriculture (agriculture, élevage, pêche, ressources naturelles, artisanat et agro-industrie, marchés agricoles, finances agricoles, etc.), prenant en compte les spécificités insulaires, en vue de l'élaboration du Plan National d'investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIA).

Il s'agissait d'adopter les piliers stratégiques dudit plan en tenant

compte des filières prioritaires spécifiques de chaque île. C'est un cadre de mise en cohérence des interventions de la politique agricole nationale avec celles des politiques agricoles communes (COI/SADEC, COMESA, UA/NEPAD).

Les participants ont travaillé sur cinq piliers dont le premier concernait le renforcement des fonctions d'habilitation du secteur public dans les capacités institutionnelles, la mobilisation des ressources

publiques pour financer le développement des systèmes agro-alimentaires et aussi favoriser l'organisation des systèmes agro-alimentaires.

Le deuxième pilier avait trait à la promotion du rôle du secteur privé dans le développement des systèmes agro-alimentaires notamment la promotion d'un réseau d'entreprises privées de systèmes agroalimentaires essentiels et de l'association de l'industrie des systèmes agro-alimentaires des Comores.

Le troisième pilier s'intéressait à

la promotion des exportations et diversification des chaînes de valeur agricoles et agro-alimentaires comme l'amélioration des performances des petits exploitants dans les chaînes de valeur traditionnelles et la diversification et élaboration de nouveaux produits d'exportation.

Pour le quatrième pilier il est question de la gestion des situations d'urgence, de la nutrition et de la protection sociale comme la la préparation aux situations d'urgence, les Interventions d'urgence et l'assistance en matière de nutrition et de santé et des régimes de protection sociale.

Et enfin le cinquième pilier avait comme thématique la gestion durable des terres et de l'environnement. Les discussions ont porté entre autres sur le renforcement de l'administration et de la gestion des terres, la conservation des ressources naturelles, les programmes d'atténuation du changement climatique et de résilience et sur les mesures concernant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il faut savoir que si l'Etat comorien

dispose de nombreux documents de politiques et stratégies qui définissent sa vision et ses ambitions pour l'agriculture et les secteurs liés, le PNIA est une recherche de cohérence, et d'efficacité de la coordination des interventions et investissements des acteurs pour le développement du secteur agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Il est aussi, un outil de mise en œuvre et de suivi des engagements de l'Etat comorien intégrant la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D) ainsi que les cadres de programmation pays des Comores pour le secteur agricole établis avec les différents partenaires techniques et financiers, aux processus sous régionaux. Rappelons que le gouvernement s'est assigné comme mission dans ce secteur de "Permettre au secteur privé (agriculteurs et entreprises) d'améliorer les systèmes agroalimentaires des Comores afin de répondre aux besoins de la population."

Mmagaza

## ADMINISTRATION RÉGIONALE

## Ahmed Zoubeir, le nouveau préfet de la région de Dimani

**Le ministre de l'intérieur en charge de la décentralisation a procédé hier mardi à l'installation du nouveau préfet de la région de Dimani. Mohamed Daoudou a insisté sur l'unité et le travail d'équipe préfectorale pour réussir leur mission, qui consiste à assurer les missions de l'État dans cette partie du territoire comorien.**

Le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et de l'administration territoriale, Mohamed Daoudou, accompagné de son équipe technique, a procédé, hier mardi à l'installation du nouveau préfet de Dimani dans le chef lieu de la région, Mtsangadju. En cohabitation depuis plusieurs années avec le Oichili, la région de Dimani a retrouvé son autonomie depuis le 12 février 2019, lors de la cérémonie inaugurale de la nouvelle préfecture de la région par le président de la

République, Azali Assoumani. Cinq mois plus tard, le ministre de la décentralisation vient de procéder à l'installation du premier préfet de région après son détachement de Oichili.

Dans son discours, Mohamed Daoudou a rappelé la politique du chef de l'État et son gouvernement, qui consiste à rapprocher l'administration au plus près de la population. « La nouvelle politique du régime consiste à permettre à tout comorien de bénéficier des services de l'administration centrale partout où il se trouve au lieu de faire le déplacement jusqu'à Moroni », dit-il. Le ministre a appelé les nouveaux responsables de cette préfecture à travailler en équipe pour amorcer la politique du président de la République, à faire de l'Union des Comores, un pays émergent à l'horizon 2030. A l'occasion de la célébration du 44ème anniversaire de

l'indépendance des Comores, le ministre de l'intérieur a appelé les comoriens à hisser le drapeau national dans leur foyer, pour exprimer notre reconnaissance aux pères de l'indépendance des Comores

De son côté, le nouveau préfet de la région, a insisté sur la lourdeur de cette nouvelle responsabilité, dont le président de la République à travers son ministre de l'intérieur vient de placer en lui, pour diriger pour la première fois cette préfecture. « La région de Dimani comme tant d'autres régions méritait leur autonomie et leur indépendance, et aujourd'hui le pouvoir a compris que chaque région doit jouir de son indépendance et offrir à ses administrés les services de l'État », souligne Ahmed Zoubeir. Le nouveau préfet a fait la promesse d'être à la hauteur de ses nouvelles fonctions et de redonner à cette préfecture son image à l'instar des autres préfectu-



Ahmed Zoubeir nommé Préfet de Dimani

res de l'Union des Comores. Pour rappel, depuis sa réélection, le président Azali tente de démontrer son attachement à cette région. Il a réhabilité le tronçon de route Itsinkudi-

Mtsangadju et aujourd'hui le détachement de la région de Dimani de celle de Oichili.

MY

## AFFAIRE CIVILISÉ

## Une tentative d'évasion avortée

*Cela fait presque une semaine que Bedja connu sous le nom de Civilisé est emprisonné pour viol sur une fillette de 4 ans. Lundi dernier, des rumeurs circulaient sur une éventuelle tentative d'évasion de ce dernier par tierce personne interposée. Une évasion qui a avorté grâce à des alertes faites sur les réseaux sociaux.*

"Ces gens sont vraiment malades. Pire, ils sont déshumanisés. Au lieu de se remettre en cause et sermoner leur collègue, ils ouvrent une

enquête pour identifier celui qui a vendu la mèche et qui a fait capoter l'opération d'évasion du prédateur sexuel sur mineurs. Nous sommes tous des parents ! Ce sont des parents responsables comme nous qui nous ont prévenus et nous préviendront toujours. Ils n'ont pas vendu leur âme au diable comme vous ». C'est par ce post de Me Moudjahid évoquant une tentative d'évasion de Civilisé. Un post qui a poussé le magistrat en charge du dossier de hausser un peu le ton. Abdou Ismael montre qu'il n'a rien avoir sur les rumeurs d'évasion de

Civilisé et accuse Moudjahid d'être l'instigateur. « Je n'ai rien avoir sur ce qui se dit, se défend-t-il. Je défie quiconque qui pourrait apporter des preuves justifiant que j'étais en contact même verbalement avec quiconque pour faire évader Civilisé. Tout est faux ».

Après la sortie médiatique du substitut du procureur de la République, Me Moudjahid a réagi et demande à l'ONG Hifadhu de se prononcer dans cette affaire. « Le substitut du procureur a annoncé que c'est moi qui ai appelé Hifadhu pour leur dire qu'Abdou Ismael a

reçu de l'argent pour faire évader Civilisé. Moi je ne l'ai pas fait, avance-t-il. Je demande toutefois à l'ONG Hifadhu de se prononcer. Si c'est vrai, je l'ai fait qu'il le dise et si c'est faux qu'il le dise ».

Connu pour ses positions en matière de défense des droits des enfants victimes d'agression sexuelle, Me Moudjahid montre qu'il ne peut pas rester passif face à une telle situation. « On ne peut pas être complaisant face à ces prédateurs sexuels », martèle-t-il. Cet avocat a montré par la suite que la tentative d'évasion de Civilisé était

confirmée par le substitut du procureur de la République. « Abdou Ismael a confirmé aujourd'hui que la tentative d'évasion voulait se faire. Je salue les personnes qui ont lancé l'alerte et leur dire par la suite qu'on a gagné et qu'on doit être fier », ajoute cet avocat exerçant au barreau de Moroni. Pour rappel, Civilisé est en détention depuis le 17 juin dernier pour agression sur une fillette de 4 ans. Il a écopé d'une peine de 7 ans d'emprisonnement ferme.

Ibnou Mohamed Abdou

## DÉVELOPPEMENT DURABLES

## Restitution des travaux de la conférence de Nairobi sur l'économie bleue

*Le Commissariat Général au plan et le ministère des affaires étrangères ont organisé hier mardi un atelier de restitution des travaux la conférence sur l'économie bleue. Une occasion pour les participants de réfléchir sur l'économie bleue durable.*

Le commissariat général au plan et le ministère des affaires étrangères en présence du représentant du PNUD et des responsables du secteur ont tenu un atelier de restitution de la conférence sur l'économie bleue. Beaucoup de sujets ont été abordés dont le potentiel de l'économie bleue pour le développement durable des Comores et le cadre stratégique pour une politique nationale sur l'économie bleue, les principaux résultats de la conférence internationale de Nairobi sur l'économie bleue et les leçons apprises et la feuille de route pour accélérer la mise en œuvre du cadre stratégique pour une politique nationale sur l'économie bleue. « Depuis 2018, le gouvernement comorien a mis en place un programme pour valoriser et développer l'économie bleue. Nous sommes

là pour une réflexion sur une stratégie de sécurisation de notre mer et valoriser notre économie bleue pour un développement durable », annonce docteur Ahmed Ouledi, le représentant de la société civile à la conférence internationale sur l'économie bleue.

L'atelier a pour but de renforcer la sûreté et la sécurité nationale, valoriser les secteurs clefs de l'économie bleue et la protection des écosystèmes côtiers, aquatiques et marins et la gestion des déchets. De son côté, Fenella Frost, la représentante résident du PNUD est convaincue que l'économie bleue est un puissant levier pour le développement durable, notamment en Afrique et dans les petits Etats insulaires en développement comme l'Union des Comores. « D'ailleurs, le thème central de la conférence, à savoir « économie bleue et programme de développement durable à l'horizon 2030 » illustre le grand intérêt que la communauté internationale accorde à l'économie bleue et à son rôle moteur dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) » indique-t-

elle, avant d'ajouter que « l'atelier d'aujourd'hui est pertinent, étant donné le bénéfice que le pays peut en tirer dans le cadre son agenda actuel de développement ». La diplomate onusienne a annoncé aussi que l'Union des Comores va entamer dans les prochaines semaines le processus d'élaboration de son plan de développement à long terme, plan Comores Emergent, à l'horizon 2030. Dans ce secteur, les autorités nationales ont clairement affirmé leur volonté de faire de l'économie bleue un moteur essentiel du développement du pays. Cette volonté s'est manifestée notamment par l'élaboration d'un cadre stratégique national pour le développement de l'économie bleue, avec l'appui des partenaires au développement dont, l'UNECA et le PNUD.

« En réalité, l'économie bleue nous donne l'opportunité d'utiliser la planification de l'espace maritime comme un processus intégré, évolutif et participatif. Ainsi, il est nécessaire d'intégrer le changement climatique et la durabilité environnementale dans les réflexions, notamment sur la maximisation des potentiels habitats forestiers bleue (man-



Panelistes lors de l'atelier Economie bleue

groves, herbiers marins, lits et forêt de varech) », précise-t-elle.

Rappelons que du 26 au 28 novembre 2018, s'est tenue à Nairobi une conférence internationale sur l'économie bleue. C'était la première réunion mondiale sur les moyens de garantir une économie bleue durable. L'événement a rassemblé plus de 18 000 participants issus de 184 pays, y compris les Comores. En effet, pour l'Union des Comores l'économie bleue revêt

une importance capitale, puisque le pays englobe des réserves aquatiques considérables. L'économie bleue constitue un important levier pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. D'autre part, l'économie bleue a été identifiée comme accélérateur majeur pour le développement durable par la mission MAPS et pris en compte comme telle dans la SCA2D révisée.

Nassuf Ben Amad

## VISITE DE LA MINISTRE DE LA SANTÉ AU CHN EL-MAAROUF

## «Il faut multiplier les efforts pour gagner la confiance des comoriens»

*La ministre de la Santé, Loub Yacout Zaidou a visité hier, mardi 2 juillet le centre hospitalier national El-Maarouf pour observation des travaux techniques que dirigent les chefs de service. Ce passage de la ministre a permis au directeur général de l'hôpital, Ali M'madi Nicolas de parler des importantes améliorations effectuées récemment au niveau du personnel. Pour la ministre, la direction générale du centre doit accompagner la Direction Générale de la Santé pour faire du centre hospitalier national un hôpital de référence.*

matinée les responsables du service. « La raison de ma présence dans ces lieux, c'est pour connaître les difficultés de notre hôpital dans le but

d'apporter des solutions urgentes », a expliqué Loub Yacout Zaidou. La ministre montre que les failles dans les engagements peuvent avoir des

origines différentes. « Je suis venue prendre contact avec les chefs de service afin de connaître les obstacles qu'ils rencontrent. C'est ainsi que nous pouvons tous atteindre les objectifs de nos engagements ».

Accueillie par le directeur du centre, la ministre a aussi demandé quelles sont les difficultés que rencontre l'hôpital pour que des solutions urgentes soient envisagées. « Il faut dire que le centre hospitalier a connu au cours de ces dernières années des améliorations remarquables. Le personnel a conçu une autre façon de travailler avec beaucoup de détermination. Aucun patient ne peut se plaindre d'un accueil arrogant », a expliqué Ali M'madi Nicolas à la ministre. Après avoir parlé des progrès enregistrés, le directeur de cet établissement public

a également évoqué quelques contraintes que le centre doit absolument solutionner.

Pour trouver des solutions pérennes et créer des conditions favorables dans l'intérêt des patients, la ministre de la santé a exhorté les responsables de travailler de concert avec la Direction Générale de la Santé. « J'applaudis les efforts déployés par les chefs de service mais je les encourage à persévérer pour gagner davantage la confiance des comoriens et à faire de notre centre, un hôpital de référence », implore-t-elle. Le directeur général de l'hôpital El-Maarouf a pris acte et espère être à la hauteur pour apaiser un des plus grands maux du pays.

Kamal Gamal



La ministre de la santé visite El Maarouf

## DIASPORA

## Mansoib Maansour salue les initiatives du Président de la République

*Hier en fin de matinée, Mansoib Maansour, porte-parole de la diaspora et fervent soutien d'Azali Assoumani s'est exprimé devant la presse. L'occasion pour lui d'affirmer son soutien aux actions du régime sur le plan du développement notamment au bénéfice de la diaspora. Le conférencier a lancé un grand appel à la diaspora en l'appelant à la mobilisation pour œuvrer au bénéfice du développement des Comores à travers des actes positifs et des investissements.*

Fervent défenseur des actions du Président de la République, Mansoib Maansour s'est présenté, hier en fin de matinée, devant la presse pour saluer les initiatives engagées par le président Azali Assoumani. Tout au long de son intervention, celui qui se présente comme « le porte-parole de la diaspora » a rappelé que la volonté d'Azali Assoumani est de faciliter la vie de la diaspora. « Il a fallu attendre l'arrivée d'Azali au

pouvoir pour qu'un consul honoraire soit possible à Marseille et a promis de le faire. Le président a encore garanti l'ouverture d'un consul général à l'île de La Réunion, lance-t-il. Azali ne pense qu'à la force de la diaspora tant dans sa valeur et son impact pour le bien du pays ».

Mansoib Maansour lance un appel à tous les comoriens et toute la diaspora plus particulièrement pour être au rendez-vous de l'émergence. « Nous devons apporter notre soutien au président de la République pour faire de son rêve une réalité », appelle-t-il. Pour le conférencier, la diaspora a une énorme responsabilité au bénéfice du développement des Comores. Il affirme qu'il faut plus de volonté pour le changement et changer déjà de mentalités. « Nous, diaspora, devons nous fixer des objectifs et déterminer les secteurs primordiaux pour apporter notre contribution », avance-t-il.

L'investissement de cette diaspora est important selon lui.

Ainsi, il crie à un accompagnement massif et à un soutien important au régime. « Nous pouvons nous unir en groupe à travers nos associations pour investir dans les différents secteurs comme l'agriculture, l'entrepreneuriat, la pêche, le commerce et dans d'autres secteurs car la diaspora peut apporter beaucoup à la nation », souligne-t-il, avant d'ajouter que « le président de la République est convaincu que notre diaspora peut accompagner notre émergence ».

Mansoib salue également la volonté du chef de l'Etat et son ambition d'ouvrir une compagnie nationale. Cette dernière jouera un grand rôle sur les déplacements de la diaspora. « L'ouverture de cette compagnie nationale est nécessaire ainsi nous saluons l'initiative du président en espérant que cela va se réaliser », espère-t-il. Entre les membres de la diaspora qui dépensent beaucoup d'argent pour se payer les billets, le conférencier explique que cette compagnie aura un impact positif car «



Mansoib Maansour membre de la diaspora devant la presse à Moroni

elle permettrait la réduction des prix des billets ». « La compagnie nationale doit être accompagnée car elle est à la fois une priorité, une néces-

sité et un avantage pour nous diaspora et tous les comoriens », conclut-il.

A.O Yazid

# Dar-Es-Salaam

## Aïd Mubarak!

JUSQU'AU  
30/06/19



# 50 kg !



AB Aviation

www.flyabaviation.com